Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Colombie sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille du personnel diplomatique et consulaire, fait à Bogota le 25 août 2015

61170/4

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

CONSEIL D'ETAT
LEGISLATION
17 -03- 2017
RAAD VAN STATE
WETGEVING

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Colombie sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille du personnel diplomatique et consulaire, fait à Bogota le 25 août 2015, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

Le Ministre-Président,

Paul MAGNETTE

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République de Colombie sur l'exercice d'activités à but lucratif par des membres de la famille du personnel diplomatique et consulaire, fait à Bogota le 25 août 2015

Exposé des motifs

A. Contexte et objet de l'Accord

L'objet du présent Accord, soumis à l'approbation du Parlement, consiste à faciliter, sous condition de réciprocité, au conjoint et à d'autres membres de la famille faisant partie du ménage des agents et autres membres du personnel des missions diplomatiques et postes consulaires colombiens affectés en Belgique et, réciproquement, belges affectés en Colombie, l'exercice d'une activité professionnelle à but lucratif (profession salariée ou indépendante).

Le statut du personnel diplomatique et consulaire affecté par l'Etat accréditant dans l'Etat d'accueil ainsi que le statut des membres de leur famille sont régis par les Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et sur les Relations consulaires (1963). La plupart des Etats, dont la Belgique et le Colombie, sont parties à ces Conventions. Ces Conventions prévoient un certain nombre de privilèges et d'immunités dont bénéficient les membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires ainsi que les membres de la famille de ceux-ci faisant partie de leur ménage (partenaire et enfants à charge).

Ces Conventions ne prévoient nullement l'interdiction, pour ces derniers, d'exercer dans l'Etat d'accueil une activité à but lucratif. Néanmoins, leur statut ainsi que les privilèges et immunités qui en découlent sont, en pratique, incompatibles avec l'exercice d'une profession. De plus, dans la plupart des Etats, l'accès des étrangers à une activité rémunérée est limité.

Le Conseil de l'Europe, conscient de cette problématique, a adopté une Recommandation proposant un modèle d'Accord bilatéral visant à permettre l'exercice d'une activité à but lucratif aux membres de la famille qui font partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire.

Jusqu'il y a peu, l'état de la réglementation belge en matière d'occupation de travailleurs étrangers ne favorisait pas l'exercice par ces personnes d'une profession rémunérée en Belgique, ce qui a retardé la négociation d'accords tels que celui-ci. Actuellement, les modifications apportées à la

réglementation interne belge rendent possible la conclusion d'accords de réciprocité en cette matière : l'Arrêté royal du 06.02.2003 modifiant l'Arrêté royal du 09.06.1999 portant exécution de la loi du 30.04.1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, prévoit l'octroi du permis de travail «type C », valable pour toutes les professions salariées, aux catégories de bénéficiaires énoncées dans le présent Accord. La réglementation interne en matière d'accès aux professions d'indépendant est également adaptée.

Dans le cadre de la politique menée en faveur de l'égalité des chances entre hommes et femmes, il a été décidé de proposer à la négociation, à un certain nombre de pays, des accords bilatéraux de réciprocité visant à permettre le travail rémunéré entre autres des partenaires d'agents diplomatiques et consulaires.

B. Le contenu de l'Accord

Préambule :

Le préambule expose la volonté des Parties de faciliter par cet Accord l'exercice d'activités à but lucratif par les membres de la famille du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires dans l'Etat d'accueil.

Article 1er : Objet de l'Accord

L'Accord a pour objet d'autoriser les membres de la famille du personnel des missions diplomatiques, des postes consulaires et des représentations permanentes auprès d'une organisation internationale ayant son siège dans l'Etat accréditant, à exercer une activité à but lucratif.

Article 2 : Définitions

Pour la description du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires, on se réfère à la définition des différentes catégories des membres du personnel prévues dans l'article 1er des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires.

Par « membres de la famille », on entend le partenaire (c.à.d. le/la conjoint(e) ou le/la cohabitant(e) légal(e)) et les enfants célibataires âgés de moins de 18 ans des agents diplomatiques ou des fonctionnaires consulaires ainsi que le partenaire (c.à.d. le/la conjoint(e) ou le/la cohabitant(e) légal(e)) de tout autre membre du personnel affecté dans les missions diplomatiques ou les postes consulaires.

Article 3 : Autorisation d'exercer une activité rémunérée

L'article 3 prévoit le principe selon lequel les autorités de l'Etat d'accueil délivrent les autorisations d'exercer une activité professionnelle

conformément, d'une part, à la réglementation en vigueur dans cet Etat et, d'autre part, aux dispositions du présent Accord.

L'Accord ne s'applique pas aux ressortissants de l'Etat d'accueil et aux résidents permanents sur son territoire.

Le même article prévoit, par ailleurs, que les facilités d'octroi de l'autorisation de travailler dans l'Etat d'accueil sont d'application tant que les bénéficiaires font partie de la famille des personnes visées au paragraphe premier et tant que lesdites personnes sont en service officiel dans cet Etat. (§§ 3 et 4)

Article 4 : Procédures

Cet article établit les principes qui gouverneront la procédure à suivre pour l'obtention des autorisations d'exercer l'activité à but lucratif. Les demandes doivent passer par la voie diplomatique. Après avoir parcouru la procédure, l'autorisation est également envoyée par voie diplomatique. L'article prévoit que les procédures sont suivies le plus vite possible de manière à ce que le bénéficiaire puisse exercer l'activité à but lucratif dans les meilleurs délais. En plus, il faut mentionner que les règles en vigueur dans l'Etat d'accueil en ce qui concerne les conditions d'accès et les qualifications liées à la profession considérée doivent être remplies et respectées par le bénéficiaire.

Article 5 : Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Cet article tient compte du fait que les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif ne jouissent pas d'immunité de juridiction en matière civile et administrative prévues par les Conventions de Vienne de 1961 et 1963 (ou en vertu de tout autre instrument international applicable), pour tous les actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil.

En outre, l'Accord prévoit la levée d'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

Article 6 : Immunité en matière pénale

Conformément à cet article, l'Etat accréditant lève l'immunité de juridiction pénale dont jouissent les membres de la famille. La demande de levée de l'immunité doit se rapporter aux actes ou omissions découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif. Si la levée est contraire aux intérêts de l'Etat accréditant, cet Etat ne lèvera pas l'immunité de juridiction pénale.

La levée d'immunité d'exécution de la décision judiciaire en matière pénale doit faire l'objet d'une demande de levée spécifique de la part de

l'Etat d'accueil à l'Etat accréditant, ce dernier étant tenu de prendre sérieusement en considération ce type de requête.

Article 7 : Régimes fiscal et de sécurité sociale

L'article 7 prévoit que les régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil sont d'application pour tout ce qui se rapporte à l'exercice des activités professionnelles concernées. Par "régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil", il convient d'entendre l'ensemble des dispositions fiscales ou sociales en vigueur dans ledit Etat, en ce compris d'éventuels accords bilatéraux ou multilatéraux, existants ou futurs.

En outre, l'Accord contient des dispositions finales habituelles.

C. Nature de l'Accord sur le plan interne

Depuis l'entrée en vigueur de la sixième Réforme de l'Etat, les Régions sont, en vertu de l'article 6, § 1, IX, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, devenues compétentes pour la réglementation sur l'occupation des travailleurs étrangers. En ce qui concerne les permis de travail A et B ainsi que la carte professionnelle pour les travailleurs indépendants, les Régions sont compétentes pour la réglementation, sa mise en œuvre et le contrôle de son respect. La régionalisation de la carte professionnelle pour les travailleurs indépendants, implique que cet Accord est un traité mixte. Le caractère mixte (Etat fédéral – Régions) de cet Accord a par conséquent été reconnu par le Groupe de travail Traités mixtes (G.T.T.M.) en date du 16 décembre 2014.

ACCORD

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

SUR

L'EXERCICE D'ACTIVITES A BUT LUCRATIF PAR DES MEMBRES DE

LA FAMILLE DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE
SUR
L'EXERCICE D'ACTIVITES A BUT LUCRATIF PAR DES MEMBRES DE LA FAMILLE DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

représenté par :

Le Gouvernement fédéral,

Le Gouvernement flamand,

Le Gouvernement wallon,

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

et

LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE,

DESIREUX de conclure un accord visant à faciliter l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille de membres du personnel des missions de l'Etat accréditant ou des postes consulaires de ce dernier sur le territoire de l'Etat d'accueil,

SONT convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1
Objet

Les membres de la famille des employés de l'Etat accréditant qui sont affectés officiellement auprès du Ministère des Affaires étrangères de l'Etat d'accueil en tant que membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire ou comme membres d'une mission permanente de l'Etat accréditant auprès d'une organisation internationale reconnue dont le siège se trouve dans l'Etat d'accueil seront autorisés à exercer une activité rémunérée dans l'Etat d'accueil selon le présent Accord et sur une base de réciprocité.

ARTICLE 2
Définitions

1. Les définitions d' « agent diplomatique » et de « fonctionnaire consulaire » de l'article 1 des Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et consulaires (1963) s'appliquent au présent Accord.

2. On entend par « autres membres de la mission de l'Etat accréditant ou du poste consulaire de celui-ci » les membres du personnel administratif et technique et les membres du personnel de service de la mission diplomatique ainsi que les employés consulaires et les membres du personnel de service du poste consulaire selon les définitions reprises dans les Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et consulaires (1963).

3. On entend par « membres de la famille », tant qu'ils cohabitent en communauté domestique permanente avec le membre de la mission diplomatique ou du poste consulaire dans l'Etat d'accueil :

   a. le conjoint/la conjointe;

   b. le compagnon/la compagne permanent/e dans le cas de la République de Colombie et le/la cohabitant(e) légal(e) dans le cas du Royaume de Belgique, ainsi notifié à l'Etat d'accueil;

   c. les enfants célibataires jusqu'à l'âge de 18 ans;

   d'un agent diplomatique ou d'un fonctionnaire consulaire de l'Etat accréditant,

ainsi que :

   a. le conjoint/la conjointe;

   b. le compagnon/la compagne permanent/e dans le cas de la République de Colombie et le/la cohabitant(e) légal(e) dans le cas du Royaume de Belgique, ainsi notifié à l'Etat d'accueil;

   des autres membres du personnel de la mission de l'Etat accréditant ou du poste consulaire de ce même Etat.

4. On entend par « activité rémunérée » toute activité professionnelle indépendante ou pour le compte d'autrui.

ARTICLE 3
Autorisation d'exercer une activité rémunérée

1. A titre réciproque et une fois accomplies les démarches internes applicables, on autorisera les membres de la famille à exercer des activités rémunérées dans l'Etat d'accueil. Sans préjudice de l'autorisation d'exercer une activité rémunérée conformément au présent Accord, les dispositions légales en vigueur dans l'Etat d'accueil en matière d'exercice d'activités professionnelles spécifiques seront d'application.

2. Cette autorisation ne concerne pas les ressortissants de l'Etat d'accueil, ni les résidents permanents sur son territoire.

3. Sauf si l'Etat d'accueil en décide autrement, l'autorisation accordée aux bénéficiaires qui cessent de faire partie de la famille du personnel visé aux paragraphes (1) et (2) de l'article 2 sera révoquée.

4. Sauf si l'Etat d'accueil en décide autrement, cette autorisation produit ses effets tant que le membre de la mission diplomatique exerce ses fonctions dans la mission ou dans le poste consulaire de l'Etat accréditant sur le territoire de l'Etat d'accueil, et cesse ses effets au terme de cette affectation.

ARTICLE 4
Procédures

1. Toute demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif est envoyée, au nom du bénéficiaire, par l'ambassade de l'Etat accréditant auprès de la Direction du Protocole du Ministère des Affaires étrangères de la République de Colombie ou de la Direction du Protocole du Service public fédéral des Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement du Royaume de Belgique, suivant le cas. Après vérification que la personne est à charge d'un agent ou d'un fonctionnaire tel que défini à l'article 1 et après examen de la demande officielle, le gouvernement de l'Etat d'accueil informera l'ambassade de l'Etat accréditant que la personne à charge peut exercer l'activité à but lucratif.

2. Les procédures suivies sont appliquées de manière telle que le bénéficiaire de l'autorisation puisse entreprendre une activité à but lucratif dans les meilleurs délais ; toutes les dispositions régissant les permis de travail et autres formalités analogues sont appliquées dans un sens favorable.

3. L'autorisation d'exercer une activité à but lucratif n'entraînera aucune dispense pour le bénéficiaire de satisfaire aux exigences usuelles ou réglementaires relatives aux caractéristiques professionnelles ou à d'autres qualifications que l'intéressé doit justifier pour l'exercice de son activité rémunérée.

ARTICLE 5
Privilèges et immunités en matière civile et administrative

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ou de tout autre instrument international applicable, cette immunité ne s'applique pas aux actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'Etat d'accueil. L'Etat accréditant lèvera l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

ARTICLE 6
Immunité en matière pénale

Au cas où le bénéficiaire de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif jouit de l'immunité de juridiction en matière pénale dans l'Etat d'accueil, en vertu des dispositions des Conventions de Vienne précitées ou de tout autre instrument international applicable:

a. l'Etat accréditant lève l'immunité de juridiction pénale dont jouit le bénéficiaire de l'autorisation à l'égard de l'Etat d'accueil pour tout acte ou omission découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif, sauf dans des cas particuliers lorsque l'Etat accréditant estime que cette mesure pourrait être contraire à ses intérêts;

b. cette levée d'immunité de juridiction pénale ne sera pas considérée comme s'étendant à l'immunité d'exécution de la décision judiciaire, immunité pour laquelle une levée spécifique devra être requise. Dans le cas d'une telle demande spécifique, l'Etat accréditant prendra la requête de l'Etat d'accueil sérieusement en considération.

ARTICLE 7
Régimes fiscal et de sécurité sociale

Conformément aux dispositions des Conventions de Vienne précitées ou en vertu de tout autre instrument international applicable, les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sont assujettis aux régimes fiscal et de sécurité sociale de l'Etat d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cet Etat.

ARTICLE 8
Règlement des différends

Les différends entre les Parties nés de l'application, de l'interprétation ou du respect des dispositions du présent Accord seront réglés par la voie de négociations diplomatiques directes.

ARTICLE 9
Durée et dénonciation

Le présent Accord restera en vigueur pour une période indéterminée. Chacune des Parties pourra le dénoncer par le biais d'une notification écrite à l'autre Partie, qui prendra effet six (6) mois après la date de réception de celle-ci.

ARTICLE 10
Amendements

Le présent Accord pourra être modifié par consentement mutuel entre les Parties, formalisé par le biais de notes diplomatiques. Les amendements entreront en vigueur conformément à la procédure prévue par l'article 9 du présent Accord.

ARTICLE 11
Entrée en vigueur

Les Parties se notifieront par échange de notes diplomatiques l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales nationales requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord. L'Accord entrera en vigueur trente (30) jours à compter de la réception de la seconde notification.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bogota, le vingt-cinq août deux mille quinze (25 août 2015), en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et espagnole, tous les textes faisant également foi.

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE
Représenté par:
Le Gouvernement fédéral,
Le Gouvernement flamand,
Le Gouvernement wallon,
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Didier REYNDERS
Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères

POUR LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

María Angela HOLGUÍN CUÉLLAR
Ministre des Affaires étrangères

OVEREENKOMST

TUSSEN

HET KONINKRIJK BELGIË

EN

DE REPUBLIEK COLOMBIA

INZAKE

HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN DOOR

GEZINSLEDEN VAN HET DIPLOMATIEK EN CONSULAIR PERSONEEL

OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REPUBLIEK COLOMBIA
INZAKE
HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN DOOR
GEZINSLEDEN VAN HET DIPLOMATIEK EN CONSULAIR PERSONEEL

HET KONINKRIJK BELGIË,

vertegenwoordigd door:

De Federale Regering,

De Vlaamse Regering,

De Waalse Regering,

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

en

DE REPUBLIEK COLOMBIA,

GELEID DOOR DE WENS een Overeenkomst te sluiten teneinde het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van het personeel van de zendingen van de Zendstaat dan wel van consulaire posten die deze heeft op het grondgebied van de Ontvangststaat, te vergemakkelijken,

ZIJN het volgende overeengekomen:

ARTIKEL 1
Voorwerp

Aan de gezinsleden van de personeelsleden van de Zendstaat die officieel geaccrediteerd zijn bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Ontvangststaat als leden van een diplomatieke zending of consulaire post of als leden van een permanente vertegenwoordiging van de Zendstaat bij een erkende internationale organisatie met hoofdkantoor in de Ontvangststaat, wordt toestemming verleend om betaalde werkzaamheden te verrichten in de Ontvangststaat, overeenkomstig deze Overeenkomst en op basis van wederkerigheid.

ARTIKEL 2
Begripsomschrijvingen

1. Voor deze Overeenkomst is de begripsomschrijving voor "diplomatiek ambtenaar" en "consulair ambtenaar" uit artikel 1 van de Verdagen van Wenen inzake diplomatiek verkeer (1961) en consulair verkeer (1963) van toepassing.

2. Onder "andere leden van de zending van de Zendstaat of van de consulaire post" wordt verstaan de leden van het administratief en technisch personeel en de leden van het bedienend personeel van de diplomatieke zending alsmede de consulaire personeelsleden en de leden van het bedienend personeel van de consulaire post, zoals omschreven in de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek verkeer (1961) en consulair verkeer (1963).

3. Onder "gezinsleden" wordt verstaan, mits zij duurzaam samenleven met het lid van de diplomatieke zending of de consulaire post in de Ontvangststaat:

   a. de echtgenoot/echtgenote,

   b. de partner met wie duurzaam wordt samengeleefd voor de Republiek Colombia en de wettelijke partner voor het Koninkrijk België, aldus meegedeeld aan de Ontvangststaat,

   c. de ongehuwde kinderen tot de leeftijd van 18 jaar

   van een diplomatiek of consulair ambtenaar van de Zendstaat,

evenzo:

   a. de echtgenoot/echtgenote,

   b. de partner met wie duurzaam wordt samengeleefd voor de Republiek Colombia en de wettelijke partner voor het Koninkrijk België, aldus meegedeeld aan de Ontvangststaat,

   van de andere personeelsleden van de zending of de consulaire post van de Zendstaat.

   c. Onder "betaalde werkzaamheden" wordt verstaan: werkzaamheden die voor eigen rekening of voor rekening van derden worden verricht.

ARTIKEL 3
Toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden

1. Bij wijze van wederkerigheid en na de voltooiing van de van toepassing zijnde interne procedures, wordt het de gezinsleden toegestaan betaalde werkzaamheden te verrichten in de Ontvangststaat. Onverminderd de toelating om betaalde werkzaamheden te verrichten overeenkomstig deze Overeenkomst, zijn de wettelijke bepalingen van toepassing die in de Ontvangststaat gelden inzake de uitoefening van beroepswerkzaamheden.

2. Deze toestemming geldt niet voor de ingezetenen van de Ontvangststaat of de vaste verblijfhouders op zijn grondgebied.

3. Tenzij de Ontvangststaat anderszins beslist, wordt de toestemming die was verleend aan de begunstigden die niet langer deel uitmaken van het gezin van het in de leden (1) en (2) van artikel 2 bedoeld personeel, ingetrokken.

4. Tenzij de Ontvangststaat anderszins beslist, is deze toestemming geldig voor de periode dat het lid van de diplomatieke zending zijn werkzaamheden uitoefent bij de zending of de consulaire post van de Zendstaat op het grondgebied van de Ontvangststaat en tot de beëindiging van zijn aanstelling.

ARTIKEL 4
Procedures

1. Elk verzoek om toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden wordt uit naam van de begunstigde door de ambassade van de Zendstaat gestuurd naar de Directie Protocol van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Colombia dan wel naar de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België.

   Na verificatie of de persoon ten laste is van een agent of een ambtenaar zoals omschreven in het artikel 2, en na onderzoek van het officiële verzoek, zal de regering van de Ontvangststaat de ambassade van de Zendstaat ervan in kennis stellen dat de persoon ten laste de betaalde werkzaamheid mag uitoefenen.

2. De gevolgde procedures worden dusdanig toegepast dat de begunstigde van de toestemming zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten; alle voorschriften inzake werkvergunningen en soortgelijke formaliteiten worden welwillend toegepast.

3. Toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten betekent niet dat de begunstigde wordt vrijgesteld van de vereisten of voorschriften die gewoonlijk van toepassing zijn op beroepskwalificaties of andere kenmerken waarvan de belanghebbende het bewijs dient te leveren voor het verrichten van de betaalde werkzaamheden.

ARTIKEL 5
Civiel- en administratiefrechtelijke voorrechten en immuniteiten

Ingeval de begunstigde van een toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten civiel- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht geniet in de Ontvangststaat, overeenkomstig de bepalingen van de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek en consulair verkeer, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangststaat vallen. De Zendstaat zal afstand doen van de immuniteit van tenuitvoerlegging van alle gerechtelijke uitspraken die met betrekking tot dergelijke handelingen worden uitgesproken.

ARTIKEL 6
Immuniteit ten aanzien van strafzaken

Ingeval de begunstigde van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden immuniteit geniet ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken van de Ontvangststaat, overeenkomstig de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen, dan wel van enig ander toepasselijk internationaal verdrag:

a. doet de Zendstaat afstand van de immuniteit van de rechtsmacht in strafzaken die de begunstigde van de toestemming ten aanzien van de Ontvangststaat geniet met betrekking tot elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden, behalve in bijzondere gevallen wanneer de Zendstaat van mening is dat het doen van afstand in strijd zou kunnen zijn met zijn belangen;

b. het doen van afstand van immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken wordt niet geacht mede betrekking te hebben op de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke uitspraak, waarvan uitdrukkelijk afstand moet worden gedaan. In dergelijk geval neemt de Zendstaat het verzoek van de Ontvangststaat ernstig in overweging.

ARTIKEL 7
Belasting- en sociale zekerheidsstelsels

In overeenstemming met de bepalingen van de bovengenoemde Verdragen van Wenen dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag zijn de begunstigden van de toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden onderworpen aan de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangststaat, ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van bedoelde werkzaamheden in deze Staat.

ARTIKEL 8
Regeling van geschillen

Geschillen tussen de Partijen naar aanleiding van de toepassing, de uitlegging of de naleving van de bepalingen in deze Overeenkomst, worden beslecht door middel van rechtstreeks diplomatiek overleg.

ARTIKEL 9
Duur en beëindiging

Deze Overeenkomst is voor onbepaalde tijd van toepassing. Elk van de Partijen kan ze beëindigen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de andere Partij, die zes (6) maanden na ontvangst door de laatstgenoemde Partij, van kracht wordt.

ARTIKEL 10
Wijzigingen

De Partijen kunnen deze Overeenkomst met wederzijdse instemming wijzigen, wat dan formeel wordt bevestigd via diplomatieke nota's. De wijzigingen worden van kracht volgens de in artikel 9 van deze Overeenkomst vastgelegde procedure.

ARTIKEL 11
Inwerkingtreding

De Partijen stellen elkaar bij diplomatieke notawisseling in kennis dat is voldaan aan de interne grondwettelijke en wettelijke vereisten voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst. De Overeenkomst treedt in werking dertig (30) dagen na ontvangst van de tweede kennisgeving.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondertekenende vertegenwoordigers, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Bogotá, op vijfentwintig augustus tweeduizend vijftien (25 augustus 2015), in twee originele exemplaren, in de Nederlandse, de Franse en de Spaanse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË

Vertegenwoordigd door:
De Federale Regering,
De Vlaamse Regering,
De Waalse Regering,
De Brusselse Hoofdstedelijke Regering

Didier REYNDERS
Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken

VOOR DE REPUBLIEK COLOMBIA

María Ángela HOLGUÍN CUÉLLAR
Minister van Buitenlandse Zaken

ACUERDO

ENTRE

EL REINO DE BÉLGICA

Y

LA REPÚBLICA DE COLOMBIA

SOBRE

EL DESEMPEÑO DE ACTIVIDADES DE CARÁCTER LUCRATIVO POR MIEMBROS DE LA FAMILIA DEL PERSONAL DIPLOMÁTICO Y CONSULAR

ACUERDO
ENTRE
EL REINO DE BÉLGICA
Y
LA REPÚBLICA DE COLOMBIA
SOBRE
EL DESEMPEÑO DE ACTIVIDADES DE CARÁCTER LUCRATIVO POR MIEMBROS DE LA FAMILIA DEL PERSONAL DIPLOMÁTICO Y CONSULAR

EL REINO DE BÉLGICA,

representado por:

El Gobierno Federal,

El Gobierno Flamenco,

El Gobierno Valón,

El Gobierno de Bruselas-Capital

Y

LA REPÚBLICA DE COLOMBIA

DESEANDO concluir un Acuerdo para facilitar el desempeño de actividades lucrativas por ciertos miembros de la familia del personal de las misiones diplomáticas del Estado acreditante o de los puestos consulares del mismo en el territorio del Estado receptor,

ACUERDAN lo siguiente:

ARTÍCULO 1
Objeto

Los familiares de empleados del Estado acreditante que estén acreditados oficialmente ante el Ministerio de Relaciones Exteriores del Estado receptor como miembros de una misión diplomática u oficina consular o como miembros de una misión permanente del Estado que envía ante una organización internacional reconocida que tenga su sede en el Estado receptor estarán autorizados para ejercer una actividad remunerada en el Estado receptor según el presente Acuerdo y sobre una base de reciprocidad.

ARTÍCULO 2
Definiciones

1. Las definiciones de "agente diplomático" y de "funcionario consular" del artículo 1 de las Convenciones de Viena sobre Relaciones Diplomáticas (1961) y Consulares (1963) se aplican al presente Acuerdo.

2. Se entiende por "otros miembros de la misión del Estado acreditante o de la oficina consular del mismo" los miembros del personal administrativo y técnico y los miembros del personal de servicio de la misión diplomática así como los empleados consulares y los miembros del personal de servicio de la oficina consular tal como se define en las Convenciones de Viena sobre las relaciones Diplomáticas (1961) y Consulares (1963).

3. Se entiende por "familiar", en tanto convivan en comunidad doméstica permanente con el miembro de la misión diplomática u oficina consular en el Estado receptor:

   a. el/la cónyuge,

   b. el/la compañero/a permanente en el caso de la República de Colombia y el/la compañero/a legal en el caso del Reino de Bélgica, notificado así al Estado receptor,

   c. los hijos/as solteros hasta la edad de 18 años

   de un agente diplomático o de un funcionario consular del estado acreditante,

así como:

   a. el/la cónyuge

   b. el/la compañero/a permanente en el caso de la República de Colombia y el/la compañero/a legal en el caso del Reino de Bélgica, notificado así al Estado receptor

   de los otros miembros del personal de la misión del Estado acreditante o de la oficina consular del mismo.

4. Se entiende por "actividad remunerada" toda ocupación profesional autónoma o por cuenta ajena.

ARTÍCULO 3
Autorización para el desempeño de una actividad remunerada

1. A título de reciprocidad y una vez cumplidos los procedimientos internos aplicables, se autorizará que los familiares desempeñen actividades remuneradas en el Estado receptor. Sin perjuicio de la autorización para el desempeño de una actividad remunerada conforme al presente Acuerdo, serán de aplicación las disposiciones legales vigentes en el Estado receptor en materia de ejercicio de actividades profesionales específicas.

2. Tal autorización no se extenderá a los nacionales del Estado receptor ni a los residentes permanentes en su territorio.

3. Salvo que el Estado receptor decida otra cosa, la autorización concedida a los beneficiarios que dejen de pertenecer a la familia del personal definido en los párrafos (1) y (2) del artículo 2, será revocada.

4. Salvo que el Estado receptor decida otra cosa, esta autorización será válida mientras el miembro de la misión diplomática ejerce sus funciones en la misión o en la oficina consular del Estado acreditante en el territorio del Estado receptor y hasta la terminación de su designación.

ARTÍCULO 4
Procedimiento

1. La solicitud de autorización para el desempeño de una actividad remunerada estará introducida, en nombre del beneficiario, por la Embajada del Estado acreditante ante la Dirección del Protocolo del Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Colombia o ante la Dirección de Protocolo del Servicio Público Federal Belga de Asuntos Exteriores, Comercio Exterior y Cooperación al Desarrollo. Después de haber verificado que la persona es un dependiente de un agente o funcionario, tal como definido en el artículo 2, y procesado el pedido oficial, el Gobierno del Estado receptor informará a la Embajada del Estado acreditante que el dependiente está autorizado a aceptar un empleo.

2. Los procedimientos seguidos serán aplicados de tal manera que el beneficiario de la autorización pueda desempeñar una actividad remunerada lo más pronto posible. Cualquier requisito sobre permisos laborales y formalidades similares se aplicará favorablemente.

3. La autorización de ejercer una actividad lucrativa no exime al beneficiario de cumplir con los requerimientos usuales o reglamentarios con relación a características profesionales u otras calificaciones que se debe demostrar para ejercer dicha actividad remunerada.

ARTÍCULO 5
Privilegios e Inmunidades de la jurisdicción civil y administrativa

En caso de que un beneficiario de la autorización de tener una actividad remunerada goce de inmunidad frente a la jurisdicción civil y administrativa del Estado receptor, en virtud de las provisiones de las Convenciones de Viena sobre Relaciones Diplomáticas y Consulares, o de cualquier otro instrumento internacional aplicable, no se aplicará esta inmunidad respecto de los actos derivados de la actividad remunerada que se enmarquen en el derecho civil y administrativo del Estado receptor. El Estado acreditante también renunciará a la inmunidad de ejecución de toda sentencia con relación a estos asuntos.

ARTÍCULO 6
Inmunidad de jurisdicción penal

En caso de que un beneficiario de la autorización de tener una actividad remunerada goce de inmunidad frente a la jurisdicción penal del Estado receptor, en virtud de las provisiones de las Convenciones de Viena arriba mencionadas o de cualquier otro instrumento internacional:

a. El Estado acreditante renunciará a la inmunidad de jurisdicción penal de la cual goce el beneficiario de la autorización en el Estado receptor, frente a cualquier acción u omisión que tenga relación con el ejercicio de la actividad remunerada, salvo en casos especiales en que el Estado acreditante considere que tal renuncia es contraria a sus intereses.

b. La renuncia a la inmunidad de jurisdicción penal no será interpretada como extensiva a la inmunidad de ejecución de sentencia, para la cual se requerirá una renuncia específica. En caso de tal solicitud, el estado acreditante estudiará muy seriamente toda solicitud que le presente el Estado receptor.

ARTÍCULO 7
Regímenes de impuestos y seguridad social

De acuerdo con las disposiciones de las Convenciones de Viena arriba mencionadas o de cualquier otro instrumento internacional aplicable, los beneficiarios de la autorización de tener una actividad remunerada estarán sujetos a los regímenes fiscal y de seguridad social del Estado receptor para todos asuntos relacionados con el ejercicio de la actividad remunerada en este Estado.

ARTÍCULO 8
Solución de Controversias

Las controversias que surjan entre las Partes con motivo de la aplicación, interpretación o cumplimiento de las disposiciones del presente Acuerdo serán resueltas mediante negociaciones diplomáticas directas.

ARTÍCULO 9
Duración y terminación

El presente Acuerdo regirá de forma indefinida. Cualquiera de las Partes podrá denunciarlo mediante notificación escrita dirigida a la otra Parte, la cual entrará a regir a los seis (6) meses de recibida por esta última.

ARTÍCULO 10
Enmiendas

El presente Acuerdo podrá ser modificado por mutuo consentimiento de las Partes, formalizado a través de comunicaciones escritas. Las modificaciones entrarán en vigor de conformidad con el procedimiento establecido en el artículo 9 del presente Acuerdo.

ARTÍCULO 11
Entrada en vigor

Las Partes se notificarán mediante notas diplomáticas el cumplimiento de los requisitos constitucionales y legales internos necesarios para la entrada en vigor del presente Acuerdo. El Acuerdo entrará en vigor a los treinta (30) días después de que se haya producido la segunda de tales notificaciones.

EN FE DE LO CUAL, los abajo firmantes debidamente autorizados a este efecto por sus respectivos Gobiernos, han firmado el presente Acuerdo.

HECHO en Bogotá, a los veinticinco días del mes de agosto de dos mil quince (25 de agosto de 2015), en dos ejemplares originales, en lengua española, francesa y neerlandesa, siendo cada una de los textos igualmente válidos.

POR EL REINO DE BÉLGICA
Representado por:
El Gobierno Federal,
El Gobierno Flamenco,
El Gobierno Valón,
El Gobierno de Bruselas-Capital

Didier REYNDERS
Vice-primer Ministro y Ministro de Relaciones Exteriores

POR LA REPÚBLICA DE COLOMBIA

María Ángela HOLGUÍN CUÉLLAR
Ministra de Relaciones Exteriores

COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
Bruxelles
Brussel
23 SEP. 2015
SERVICE FEDERAL AFFAIRES E
FEDERALE OVERHEIDSDIENST